Mona-Josée GAGNON
Sociologue-historienne, Université de Montréal

(1980)

“Le pouvoir syndical: *limites et contradictions.*”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Mona-Josée Gagnon

"Le pouvoir syndical : limites et contradictions."

Un article publié dans *La transformation du pouvoir au Québec. Actes du colloque de l'ACSALF, 1979*, pp. 183-191. Sous la direction de Nadia Assimpoulos, Jacques T. Godbout, Pierre Hamel et Gilles Houle. Montréal : Les Éditions St-Martin, 1980, 378 pp.

Mona Josée Gagnon enseigne au département de sociologie, Université de Montréal, C.P. 6128, Succ. Centre-ville, Montréal, Québec, Canada, H3C 3J7.

Elle nous a accordé le 24 juin 2003 son autorisation de diffuser électroniquement toutes ses oeuvres.

Courriel : mona-josée.gagnon@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 12 juillet 2007 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Mona-Josée GAGNON

“Le pouvoir syndical:
limites et contradictions.”

Un article publié dans *La transformation du pouvoir au Québec. Actes du colloque de l'ACSALF, 1979*, pp. 183-191. Sous la direction de Nadia Assimpoulos, Jacques T. Godbout, Pierre Hamel et Gilles Houle. Montréal : Les Éditions St-Martin, 1980, 378 pp.

Table des matières

[Introduction](#)

[Le pouvoir syndical dans la société québécoise](#)

[*Première période*](#)

[*Deuxième période*](#)

[*Troisième période*](#)

[Le pouvoir à l'intérieur des centrales syndicales](#)

Mona-Josée Gagnon

“Le pouvoir syndical : limites et contradictions”.

Un article publié dans *La transformation du pouvoir au Québec. Actes du colloque de l'ACSALF, 1979*, pp. 183-191. Sous la direction de Nadia Assimpoulos, Jacques T. Godbout, Pierre Hamel et Gilles Houle. Montréal : Les Éditions St-Martin, 1980, 378 pp.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

C'est un signe des temps : voilà maintenant que nous parlons de *pouvoir syndical*. Ce faisant, nous accolons deux mots qui, il n'y a pas si longtemps, paraissaient irréconciliables, incompatibles, tant les organisations ouvrières semblaient dépourvues face au capital et à l'État. Les choses ont-elles tellement changé ? Qu'il s'agisse des répondants aux sondages Gallup, pour qui les syndicats ont de plus en plus, voire trop de pouvoir, ou qu'il s'agisse de dire que le mouvement syndical participe à la reproduction du système, c'est maintenant une chose entendue : le mouvement syndical québécois fait partie intégrante des réseaux de pouvoir qui sont à l'oeuvre au Québec. Et la question qu'il convient alors de se poser, c'est : « dans quelle mesure le pouvoir et l'influence de la classe ouvrière, des travailleurs, sont-ils réductibles, assimilables à ce pouvoir syndical, et représentés par lui ? ».

Les réflexions, essentiellement empiriques, que je veux ici proposer, à titre de femme impliquée et employée dans une centrale syndi-

cale, la Fédération des travailleurs du Québec, depuis plusieurs années, tournent forcément autour de cette notion de pouvoir, puisque tel est le thème de ce colloque. Je ne m'attarderai pas à tenter de la définir, mais je veux signaler, au départ, que ce n'est pas sans malaise que j'aborde ce sujet. Nous avons été formés à l'idée que l'organisation syndicale était essentiellement un contre-pouvoir, une force de contestation et ultimement de renversement. Il s'ensuit que poser la question du degré de pouvoir du syndicalisme dans notre société est un geste inconfortable ; poser celle du pouvoir à l'intérieur des structures syndicales l'est encore davantage, et prend une allure démystificatrice. Ce sont pourtant là questions pertinentes, qu'il faut poser, à défaut peut-être d'y répondre.

Le pouvoir syndical dans la société québécoise

Depuis les 15 ou 20 dernières années, le pouvoir syndical et le mode d'exercice de ce pouvoir ont connu des variations importantes. Pour ma part, je partagerais en trois périodes cette évolution, laquelle fut marquée par des déterminismes tant politiques et économiques, qu'intra-syndicaux.

Première période

[Retour à la table des matières](#)

Une première période couvrirait, *grosso modo*, les années 60 jusqu'en 1972. Cette décennie tient sa cohérence interne principalement du fait de l'unité syndicale qui l'a caractérisée. Dans les années 60, cette unité fut marquée par la publication de mémoires conjoints des centrales (incluant l'UCC) sur des sujets majeurs : question constitutionnelle, assurance-maladie... ; cette unité se confirma par la discussion très avancée d'un pacte de non-maraudage entre les états-majors syndicaux et la tenue des colloques régionaux en 1970.

Parallèlement, le taux de syndicalisation croissait, grâce en bonne partie à la syndicalisation des travailleurs des secteurs public et parapublic. L'effort de rattrapage entrepris par les travailleurs du secteur public était soutenu par leurs camarades du secteur privé ; cet appui devait connaître une dernière mais éclatante manifestation lors des débrayages du printemps 1972, à l'occasion de l'emprisonnement des dirigeants syndicaux. Pendant cette période également, la FTQ opérait son grand tournant de « québéçisation », qui, bien sûr, lui permettait d'assurer sa survie et son développement, mais surtout faisait d'elle un intervenant impliqué dans l'évolution politique québécoise et le développement des forces de gauche.

Sur le plan économique, la machine tourne (relativement) bien, et les syndicats mènent des luttes pour atténuer les inégalités socio-économiques engendrées par le système. Le gouvernement, d'année en année, s'affiche de plus en plus comme le défenseur inconditionnel de la liberté d'entreprise mais doit concéder un ensemble de politiques sociales répondant aux revendications ouvrières.

La crise économique, qui commence à se faire jour au début des années 70, marque l'époque d'une grande effervescence politique et militante du côté syndical. C'est la période de la parution de plusieurs « manifestes » syndicaux, traduisant la recherche autonome mais parallèle qui avait cours dans chaque centrale. S'il était d'usage alors, dans plusieurs milieux, de « hiérarchiser » le niveau d'articulation politique des centrales syndicales l'une par rapport à l'autre, pour plusieurs qui vivaient les débats de l'intérieur, c'était un vain exercice, tant les ressemblances dans la recherche et la pratique militante apparaissaient supérieures aux divergences, celles-là davantage sinon exclusivement liées à des questions de vocabulaire, de niveau de langage.

Cette première période fut une époque de solidarité syndicale, de recherche commune, d'ouverture des centrales face à la multitude de

comités de citoyens et d'organisations populaires qui foisonnaient alors. S'il faut parler en termes de pouvoir, comment ne pas dire que cette période, marquée au coin de la solidarité, fut celle du développement d'un contre-pouvoir, axé non seulement sur l'opposition à un gouvernement anti-travailleurs, mais aussi sur la définition d'une société différente.

Deuxième période

[Retour à la table des matières](#)

Ma seconde période de référence s'étend de 1972 au 15 novembre 1976. Plusieurs transformations s'opérèrent alors.

Sur le plan de l'unité syndicale, le schisme à la CSN qui devait donner naissance à la CSD est suivi d'une montée du syndicalisme indépendant ou « non aligné », alors que le taux de syndicalisation global commence à plafonner. Les premiers tiraillements dans la solidarité entre les travailleurs des secteurs public et privé deviennent perceptibles. Le début du processus d'émiettement des forces syndicales, qui accompagne des relations inter-centrales de plus en plus tendues, est consacré par la mise sur pied de la Commission d'enquête Cliche, dont les marques sont loin encore aujourd'hui d'être effacées.

Cette période n'est pourtant pas exempte de luttes communes, et ici il faut parler de la lutte pour l'indexation, qui fut l'occasion d'un rapprochement des centrales à l'occasion d'états généraux ; il faut aussi parler de la lutte contre le bill 89, que Bourassa retira finalement sous la pression. De façon générale, cependant, il s'opéra un certain repliement dans chacune des centrales autour de ses conflits propres.

L'accentuation de la crise économique entraîna les organisations syndicales dans des luttes défensives pour protéger l'emploi et les droits acquis. L'agression de la loi C-73 (et 64) entame le champ du

négociable, attaque le pouvoir d'achat des travailleurs, et sonne le glas des luttes pour l'indexation.

Enfin, la question nationale, qui commence à prendre de l'importance du fait de l'implantation du Parti Québécois dans la société et des échos favorables qu'il trouve chez les travailleurs, intervient de plus en plus souvent comme élément perturbateur dans les discussions politiques auxquelles se livrent les organisations syndicales. Plus le Parti Québécois assure sa force, plus les syndicats hésitent à affirmer leur identité et à définir leur plate-forme. À la FTQ, les années 1973-1974 marquent des moments importants de notre histoire de reconquête et d'affirmation au détriment du Congrès du travail du Canada ; les revendications d'autonomie de la FTQ étaient le fruit d'une volonté très ferme des militants, qui sans doute voyaient là un prolongement logique de leurs convictions nationalistes à la hausse.

Rétroactivement, cette période m'apparaît marquée de flottement et d'effritement. Le mouvement syndical en vient à développer et à systématiser son rejet absolu du régime Bourassa et donc à s'affirmer comme force d'opposition ; la publication du rapport Fantus confirmait à sa façon cette évolution. Mais il est en même temps de moins en moins capable de définir des objectifs communs aux centrales et de poursuivre la recherche idéologique entamée précédemment. Et c'est un mouvement syndical affaibli parce que divisé qui voit le Parti Québécois prendre le pouvoir, un mouvement syndical dont les divergences semblent de plus en plus nettes à l'approche des élections.

Troisième période

[Retour à la table des matières](#)

Ce qui était en germe pendant cette seconde période se voit en quelque sorte consacré après la prise du pouvoir par le Parti Québécois. L'heure est au chômage, aux fermetures d'usines, à la psychose du

licenciement ; la situation économique pénible dans laquelle se débattaient les travailleurs, et qui pouvait susciter un mouvement de révolte et une mobilisation intense, est inséparable d'un contexte politique qui va précisément contre un tel mouvement. Les centrales syndicales ont dû opérer des rajustements tenant compte de la prise du pouvoir par le Parti Québécois et surtout de l'appui massif qu'il a connu de la part des travailleurs.

Alors qu'il constituait auparavant une force d'opposition au gouvernement en place, le mouvement syndical assiste au renversement de la situation, le nouveau gouvernement se trouvant la cible de l'opposition des forces patronales et de multiples tentatives de déstabilisation. À des degrés divers, les centrales ont senti le besoin d'appuyer le gouvernement contre cette opposition virulente.

Il est sûr que la FTQ s'est démarquée des autres centrales, et particulièrement de la CSN, dans son attitude face au nouveau gouvernement. L'attitude de la FTQ prend racine dans des discussions dans notre centrale qui reflètent les attentes d'une majorité de militants. Il ne s'agit certes pas d'une approbation inconditionnelle, et il existe plusieurs tendances à la FTQ exprimant des niveaux différents de recul critique face au parti au pouvoir. Des débats plus articulés et sûrement plus durs sont inévitables.

Pour plusieurs observateurs, il est apparu à quelques reprises que les centrales avaient des positions souvent assez rapprochées sur quelques sujets bien précis, mais que ces positions, s'insérant dans des présentations ou enveloppes idéologiques différentes, apparaissaient trompeusement contradictoires. Bien sûr, l'idéologie de base est fondamentale, quand il s'agit de dire « on est plutôt pour » ou « on est plutôt contre » ; pour les nostalgiques de l'unité d'action syndicale, cela peut sembler parfois passablement stérile.

Les relations intersyndicales ont connu sans doute leur plus bas niveau depuis longtemps en 1978, alors que le 1er mai a vu les centrales

se diviser. Les tensions et tiraillements sont omniprésents, les rivalités intersyndicales et le maraudage plus vifs que jamais, et même le projet d'unité CEQ-CSN est tabletté. Le taux de syndicalisation plafonne et les centrales n'arrivent pas à s'entendre sur les moyens de remédier à ce problème. Le front commun des travailleurs des secteurs public et para-public a commencé à fonctionner sur des bases d'unité et de militance fragiles.

Alors donc que le mouvement syndical se révèle désuni, en perte de capacité de mobilisation, il se trouve amené à assurer un rôle de « partenaire » socio-économique à la, faveur de la politique de concertation du gouvernement québécois. Affaiblissement du contre-pouvoir et institutionnalisation d'un nouveau pouvoir de participation.

Cette politique de concertation du gouvernement québécois se fonde précisément sur sa fragilité. Et c'est cette même fragilité qui motive les centrales - certaines centrales devrais-je dire - à endosser cette politique, tant le Parti Québécois représente actuellement le seul véhicule potentiel d'un certain nombre d'aspirations.

Les choix qui s'offrent au mouvement syndical sont limités. Avons-nous, par exemple, le choix de ne pas appuyer le gouvernement dans ses tentatives de reprise en main de l'économie québécoise au détriment des intérêts des multinationales ? Le mouvement syndical se trouve forcément sur une corde raide. Ayant sacrifié - avec plus ou moins d'hésitations selon les centrales - le confort du refus global, les syndicats doivent tantôt approuver, la plupart du temps nuancer, tantôt rejeter les propositions gouvernementales, et cet exercice demande une rigueur et une articulation politique accrues, ce à quoi ils n'étaient pas nécessairement préparés. Peut-être le Parti Québécois a-t-il pris les syndicats de vitesse, avant qu'ils aient eu le temps de préciser leur plate-forme, de compléter les amorces du début des années 70.

Le débat sur la question nationale peut entraîner un mouvement de réflexion plus intense sur le projet de société véhiculé par les centrales, et dans ce sillage la reconstruction d'une force politique qui n'existe plus guère. Une telle éventualité devra toutefois nécessairement s'appuyer sur une unité syndicale qui, pour l'instant, stagne à un niveau très bas.

Le pouvoir à l'intérieur des centrales syndicales

[Retour à la table des matières](#)

Ce colloque prend place au lendemain du congrès d'une organisation syndicale (CCSNM) où la présence et le rôle des groupes politiques furent non seulement discutés, mais lourdement déterminants. C'est un problème difficile, là encore vécu différemment dans chacune des centrales, et qui me semble devoir prendre plus d'ampleur. C'est non seulement un problème de pouvoir à l'intérieur des structures syndicales, mais aussi un problème d'unité et de solidarité ouvrières. L'omniprésence des groupes politiques a lourdement contribué à éloigner les centrales l'une de l'autre et particulièrement à isoler les centrales de l'ensemble des forces progressistes au Québec. Cette même omniprésence contribue parfois à développer une méfiance exagérée et stérilisante à l'endroit de toute expression de dissidence à l'intérieur du mouvement syndical.

L'analyse, qui s'amorce, de la présence et de l'impact des groupes politiques à l'oeuvre dans le mouvement syndical amènera peut-être ce dernier à faire un lien entre un certain effritement idéologique et la vulnérabilité qui le caractérise face à l'intervention de militants émanant de groupes idéologiquement très structurés.

Au-delà de l'action des groupes politiques à l'intérieur des organismes syndicaux, toute la question de l'exercice du pouvoir syndical m'apparaît représenter un enjeu qu'il faudrait livrer à la réflexion collective. Le mouvement syndical, qui a souvent été prompt à dénoncer le système de représentation, la démocratie dite bourgeoise, un certain formalisme démocratique, ne doit pas hésiter à transposer certaines de ses analyses à son propre fonctionnement. Cela me semble d'autant plus impérieux que le mouvement syndical accepte de s'engager dans des expériences de concertation, et que corollairement la hausse de l'intervention étatique dans l'économie ne peut qu'entraîner un certain glissement du pouvoir ouvrier de négociation vers les instances syndicales supérieures. Ce glissement a déjà été manifeste dans les syndicats des secteurs public et parapublic, et cela n'a pas été sans entraîner des heurts et des rajustements de parcours. De même, dans l'industrie de la construction, les syndicats majoritaires désirent revenir à l'autonomie de négociation qu'ils ont perdue avec la loi 290.

Pour que cette volonté de contrôler les centres de décision et de les ramener le plus près possible de la base ne s'inscrive pas en contradiction avec l'évolution qui se dessine actuellement -syndicalisme comme partenaire économique et politique - le mouvement syndical ne doit pas hésiter à s'interroger sur ses pratiques participationnistes. Le phénomène de l'absence ou de la grave sous-représentation des femmes dans les instances syndicales est sans doute l'illustration la plus évidente, la plus incontestable, des difficultés qu'éprouve le mouvement syndical à prendre en charge et à représenter adéquatement les intérêts de larges portions de ses effectifs. L'absence de pouvoir des femmes syndicalisées n'est évidemment pas un phénomène qui peut être considéré isolément de ce qui se passe dans la société globale. Sans insister sur les nécessaires liens qui doivent être tracés, on peut quand même noter qu'il ne devrait pas être utopique d'attendre du mouvement syndical un effort de réflexion - et une action subséquente - qui mettrait en cause les modalités d'exercice du pouvoir syndical.

Le faible taux de syndicalisation des travailleurs québécois, qui ressort clairement lorsque l'on isole le secteur privé, et les solutions préconisées pour pallier ce problème, sont un autre enjeu susceptible de poser la question du pouvoir à l'intérieur des organisations syndicales. Les syndicalistes les plus critiques ne remettent jamais en cause le caractère irremplaçable des syndicats comme outils de lutte, de défense et de promotion des intérêts des travailleurs, les organisations syndicales sont les seules à être contrôlées, selon des modes fort variés bien sûr, par les travailleurs, et les seules à pouvoir véhiculer adéquatement leurs besoins et aspirations. Il s'ensuit que des formules visant à permettre une syndicalisation accrue sont les seules formules de défense des travailleurs qui puissent être acceptables par le mouvement syndical. La FTQ a, quant à elle, fait la promotion de l'accréditation multipatronale, moyen concret de permettre à des milliers de travailleurs l'accès au syndicalisme.

L'accréditation multipatronale se trouve souvent mise en opposition avec une meilleure législation minimale universelle, qui prétendrait garantir des droits aux travailleurs en l'absence de toute organisation collective. Autant la lutte pour l'accréditation multipatronale me semble juste, autant il me semble important de l'associer à une volonté de conserver entre les mains des collectifs de base l'essentiel du pouvoir de décision. L'accréditation multipatronale, en facilitant l'accès à la syndicalisation, peut entraîner un raffermissement du pouvoir d'influence que peut exercer la classe ouvrière, une meilleure cohésion dans ses rangs, et en ce sens un accroissement du pouvoir syndical au niveau de la société globale. Cet accroissement de pouvoir me semble cependant devoir être conditionné par une grande vigilance au niveau des structures de participation et de décision de ces nouveaux syndicats multipatronaux.

Dans le cadre de cette tendance à la concentration du pouvoir syndical, qui est en grande partie dictée par une conjoncture que le mouvement syndical ne contrôle pas complètement, on peut identifier comme un signe de santé démocratique l'accent actuellement mis dans

le mouvement syndical sur la formation des membres et militants, qui s'inscrit dans une perspective d'autonomie et de prise en charge de leurs pratiques syndicales par les membres.

Le pouvoir syndical (interne) doit faire l'objet d'un perpétuel questionnement, au risque de se mettre à ressembler aux autres pouvoirs qu'il dénonce quotidiennement. Plusieurs initiatives syndicales, très diversifiées, vont dans ce sens, au-delà de cette volonté de formation de la base et par la base. Quand le CCSNM s'interroge sur le rôle des groupes politiques à l'intérieur de sa structure, quand la FTQ s'interroge sur la place des travailleurs immigrants et de leurs luttes dans son action syndicale, c'est de pouvoir qu'il s'agit. Lorsque les comités de condition féminine suscitent des discussions, parfois pénibles, dans les centrales, c'est non seulement de reconnaissance des droits des femmes qu'il s'agit, mais aussi de leur reconnaissance du droit au pouvoir. Pouvoir différent sans doute, mais pouvoir.

Les débats qui traversent et ébranlent les organisations syndicales constituent peut-être une garantie de vitalité et de démocratie interne. Le mouvement syndical ne doit pas rester en dehors de la réflexion sur la réappropriation du pouvoir individuel et collectif de détermination de nos devenirs ; il doit y participer, non seulement dans ses pratiques de relations patronales-ouvrières, mais à l'intérieur même de son fonctionnement propre.

Mona-Josée Gagnon
Service de recherche
Fédération des travailleurs du Québec